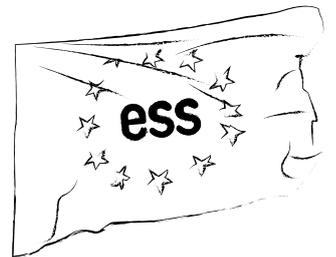


Pour une économie ambitieuse, fédératrice et utile



LES RAISONS D'AGIR DES ENTREPRISES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Extrait de la Déclaration d'engagement de l'ESS

« La raison d'agir de l'économie sociale et solidaire est d'orienter le progrès, dans toutes ses dimensions, à la fois sociale, économique, démocratique, citoyenne et écologique. L'ESS s'efforce d'organiser les mutations des modes de production et de consommation imposées par l'urgence écologique et sociale en développant le pouvoir d'agir par l'engagement et le pouvoir de vivre du plus grand nombre. Elle se fonde sur la liberté, l'égalité, la solidarité, la responsabilité, la démocratie et la raison. L'ESS est la norme souhaitable de l'économie, qui démontre par la preuve que la prospérité peut être inclusive et atteinte en respectant les limites planétaires avec l'implication de toutes et tous. »



Retrouvez l'ensemble de la Déclaration d'engagement de l'ESS

PAGE 4

« Une vision, des ambitions et des moyens »

Jérôme Saddier,
président
d'ESS France

PAGE 6

ESS France, la voix de l'économie sociale et solidaire

PAGE 8

Les temps forts de 2023

PAGE 10

1 Porter un projet de société

PAGE 14

2 Organiser les transitions

PAGE 18

Zoom sur les CRESS POUR UNE ESS TERRITORIALISÉE

PAGE 22

3 Transformer le monde

PAGE 26

4 Coopérer au-delà des frontières

PAGE 30

La gouvernance

PAGE 31

L'équipe d'ESS France

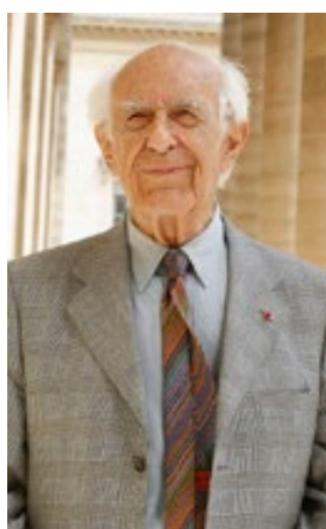
PAGE 32

Budget annuel 2023

PAGE 33

Nos partenaires

HOMMAGE



Claude Alphandéry est décédé le 26 mars 2024, à 101 ans.

Une vie marquée par l'engagement

L'Économie Sociale et Solidaire doit beaucoup à Claude.

Quelques semaines avant son décès, il s'exprimait : « Mon tout dernier appel, avec les forces qui me restent, c'est de vous inciter à tout mettre en œuvre pour que ce qui a motivé ma vie, le combat contre le fascisme, contre la barbarie et pour les droits humains, soit à nouveau mobilisé dans une grande alliance humaniste des forces de vie. Agissez comme si vous ne pouviez pas échouer. »

Nous souhaitons que jamais ne soit oublié son message fédérateur et émancipateur. La force de ses idéaux

continueront d'éclairer nos combats, même si nous venions à traverser des crises et des nuits noires.

Dans la continuité des États généraux de l'ESS et de son action, nous nous attacherons à faire vivre chaque jour son héritage : un élan collectif pour une autre forme d'économie. Une économie qui place l'humain au centre, une économie soucieuse de ses responsabilités, une économie qui fait vivre la démocratie.

Son courage et sa force nous engagent, toutes et tous, et face au vide qu'il nous laisse, nous devons continuer d'agir pour un monde plus solidaire.

« Une vision, des ambitions et des moyens »



JÉRÔME SADDIER,
PRÉSIDENT D'ESS FRANCE

« Il faut de nouvelles ambitions de conquêtes communes, en dépassant les silos statutaires qui existent entre nous, pour imposer l'ESS dans de nouvelles activités utiles : ce sera possible avec de la volonté, mais aussi en nous appuyant sur un imaginaire de progrès bien plus puissant porté par l'ESS. »

Quelles ont été les priorités et les enjeux pour ESS France en 2023 ?

Les priorités et actions d'ESS France ont été toujours plus nombreuses, afin de toujours mieux structurer nos écosystèmes de représentation et de développement. C'est la raison pour laquelle nous avons fortement plaidé auprès du Gouvernement et du Parlement pour une loi de programmation permettant de remédier aux difficultés de financement de ces écosystèmes, en s'appuyant sur une vision, des ambitions et des moyens assis sur la pluri-annualité, et sur une organisation pertinente des services de l'État tant au niveau central que déconcentré. Puisque l'ESS doit se placer au cœur des planifications, et notamment la planification écologique, ESS France a par ailleurs travaillé à la structuration et aux cadres réglementaires favorables à ces filières d'avenir, mais également à la transformation écologique des activités de nos entreprises et organisations.

Nous avons de nouveau quantifié et valorisé le rôle structurant de l'ESS dans notre société avec la parution de l'Atlas commenté de l'ESS, édition 2023. Enfin, l'ESS est dans un moment historique pour sa reconnaissance européenne et internationale. Avec Social Economy Europe, ESS France a contribué à considérer et soutenir la juste mesure de l'ESS dans sa vocation globale, au-delà des activités d'inclusion sociale et d'accès au marché.

Quel a été le rôle d'ESS France dans la séquence d'évaluation de la loi ESS de 2014 ?

Nous avons suivi avec attention et participé aux travaux d'évaluation de la loi au sein du CSESS. Je tiens à saluer le travail de coordination

mené par Frédéric Tiberghien, avec un groupe de travail composé de membres du CSESS et de nombreux experts extérieurs. La méthode de travail choisie a témoigné des ambitions et de l'état d'esprit qui ont guidé les travaux : il ne s'agissait pas de figer une vision de l'ESS, mais bien de s'assurer que la loi avait permis de réaliser les ambitions de développement affichées alors, et de se projeter au-delà de son seul périmètre statutaire. Au-delà d'une satisfaction globale et renouvelée à l'égard de cette loi importante, notre écosystème regrette la trop faible mobilisation gouvernementale qui a suivi en ce qui concerne les politiques publiques qu'appelait cette loi.

ESS France parle régulièrement de « pouvoir transformateur de l'ESS », qu'entendez-vous par cela ?

L'ESS, c'est l'émancipation économique de la société civile organisée et du mouvement social. Notre modèle social républicain est souvent l'illustration des conquêtes de l'ESS pour créer ou protéger le commun, pour ouvrir de nouveaux chemins. Ainsi, l'ESS a déjà largement fait preuve de son pouvoir transformateur, en participant à façonner notre contrat social. Le triptyque républicain s'incarne dans l'ESS : liberté de s'associer pour agir, égalité entre les parties prenantes pour décider et posséder, fraternité de l'action collective et des finalités. Ce pouvoir transformateur réside enfin dans l'engagement militant qui anime l'ESS, mais aussi dans son rapport spécifique à la plupart des déterminants de l'action économique (rapport à la lucrativité, à la prise de décision, au temps, au territoire...), qui font de ce mode d'entreprendre une force collective au service d'une autre économie, innovante socialement et plus respectueuse des personnes et des ressources naturelles.

« Le triptyque républicain s'incarne dans l'ESS : liberté de s'associer pour agir, égalité entre les parties prenantes pour décider et posséder, fraternité de l'action collective et des finalités. »



Alors que votre mandat prend fin en juin 2024, quels défis et opportunités envisagez-vous pour ESS France dans les prochaines années ?

Je crois sincèrement que ces dernières années d'action ont permis d'unifier l'ESS en une seule famille, avec une conception claire de son rôle et de ses opportunités. Mais ce que nous avons fait au niveau des réseaux nationaux, il faut désormais le faire dans les territoires, les entreprises et les organisations : toucher ceux qui s'engagent et qui travaillent par et dans l'ESS est une priorité. Et puis il faut de nouvelles ambitions de conquêtes communes, en dépassant les silos statutaires qui existent entre nous, pour imposer l'ESS dans de nouvelles activités utiles : ce sera possible avec de la volonté, mais aussi en nous appuyant sur un imaginaire de progrès bien plus puissant porté par l'ESS.

ESS FRANCE, LA VOIX DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Reconnue représentative par la loi du 31 juillet 2014 relative à l'ESS, ESS France fédère les organisations nationales représentant les différentes formes statutaires de l'Économie sociale et solidaire (ESS) ainsi que les Chambres régionales de l'ESS, et les réseaux de l'ESS qui souhaitent s'investir dans ses activités en valorisant son appartenance à ce « mode d'entreprendre et de développement ».

Depuis les territoires, jusqu'à l'échelle européenne et internationale, ESS France contribue, depuis plus de vingt ans, au développement de l'économie sociale et solidaire dans toutes ses dimensions.

ESS FRANCE ADHÈRE



NOS MISSIONS



ESS FRANCE, RÉSEAU DES CRESS, ARTICULE DIMENSIONS NATIONALES ET TERRITORIALES DANS LA RÉALISATION CONCRÈTES DES MISSIONS.



Promouvoir & représenter

- Représentation de l'ESS dans les instances de dialogue économique et entrepreneurial,
- Plaidoyer auprès des institutions et pouvoirs publics,
- Promotion auprès du grand public.

Observer & connaître

- Observation des réalités et dynamiques des entreprises de l'ESS
- Tenue de la liste des entreprises : collecte, analyse et mise à disposition des données économiques et sociales relatives aux entreprises de l'ESS,
- Prospective des filières et secteurs dans lesquels l'ESS peut renforcer son développement.

Animer & outiller

- Animation de l'écosystème de l'ESS sur les grands enjeux transversaux à ses modèles,
- Outillage des équipes des CRESS sur leurs différentes missions : transition écologique, observations, achats socialement et écologiquement responsables...
- Déploiement de projets partagés avec l'écosystème.

NOS ADHÉRENTS

Collège 1

Les organisations nationales représentant les différentes formes statutaires de l'ESS. Mutuelles, coopératives, fondations, associations, sociétés commerciales de l'ESS

Collège 3

Les organisations transversales et employeurs. Personnes morales (fédération, réseau, collectif ou regroupement de niveau national) qui participent à la promotion de l'ESS

Collège 2

Les Chambres régionales de l'ESS

Collège 4

Les membres associés Personnes morales ou physiques qui partagent les valeurs de l'ESS

LES TEMPS FORTS DE 2023



Janvier

> PUBLICATION de la **conjoncture de l'emploi dans l'ESS** révélant l'augmentation de +1,6% de l'emploi dans l'ESS à la fin du 1^{er} semestre 2022.

> [AMI] Étude menée pour **structurer la filière du réemploi des matériaux du bâtiment** en régions.

1 Signature du **traité d'amitié pour renforcer la coopération entre la France et l'Espagne**, lors du Sommet franco-espagnol à Barcelone en présence d'Emmanuel Macron et Pedro Sánchez.

• **ARRIVÉE DE MICHELE CLARI**, chargée d'animation de réseau et de la vie fédérative.

Février

2 Remise du rapport d'ESS France « **Les CRESS au service du développement de l'ESS** » à Marlène Schiappa.

PUBLICATION de **LA NOTE DE PERSPECTIVES SUR LES FONCIÈRES.**



Mars

> Lancement du **projet base** : des alliances de coopération pour mieux outiller en compétences l'écosystème de l'ESS.

PUBLICATION de **LA NOTE DE PERSPECTIVES SUR LA FILIÈRE VÉLO.**

> Sortie d'un **plan d'action réemploi** ambitieux pour la nouvelle filière REP du bâtiment, révélant les attentes des acteurs de l'ESS.



Avril

> Sortie d'un nouveau livret « Focus d'ESS France » : **Quelle gouvernance pour une performance optimale de l'entreprise ?**

> Lancement de préfiguration d'un **Centre international de développement pour l'ESS.**

> **Adoption historique à l'ONU de la Résolution** qui vise à promouvoir et développer l'ESS, qui est un point de départ pour l'incarnation de cette Déclaration.

> Signature d'un **accord de coopération** entre la CEPES, organe représentatif de l'économie sociale espagnole et ESS France.

Mai

3 **Forum mondial de l'ESS à Dakar**, organisé par le GSEF réunissant plus de 5000 participants venus du monde entier.

WEBINAIRE Santé et environnement : les réponses de l'ESS aux besoins des territoires.

> « **Pour une ESS rassemblée, claire et conquérante** », un manifeste publié dans Alternatives Economiques signé par plus de 400 signataires.

> 3^{ème} édition de la Semaine des **Achats Socialement et Écologiquement Responsables.**



Juin

> « **InterCRESS** » qui réunit les salariés des CRESS et permet de donner à voir la portée et la force de frappe du réseau !

• **ARRIVÉE DE RAPHAËLE BRETHOMÉ**, chargée de mission Transition écologique.

> De nouveaux critères dédiés aux achats responsables sur **CARTECO.**

> Mise à jour de la liste des entreprises de l'ESS en application des dispositions relatives au LDDS.

> Nouvel AMI en soutien au développement des PTCE.

> Assemblée générale d'ESS France.

> Remise de l'avis sur l'évaluation de la loi du 31 juillet 2014 à Marlène Schiappa lors de la séance plénière du Conseil Supérieur de l'ESS.

> PUBLICATION de la **conjoncture de l'emploi dans l'ESS** au 4^{ème} trimestre 2022 révélant une bonne dynamique d'emploi dans l'ESS (+0,6%).

Juillet

> DÉPLIANT pour « **Tout comprendre sur l'agrément ESUS** », produit en partenariat avec le Crédit Coopératif.

• **ARRIVÉE DE JULIETTE TAVITIAN**, chargée de mission Centre de Ressources DLA Transformation Écologique.

Septembre

4 **Temps fort du PLAIDOYER d'ESS France** « 10 ans après la loi ESS, développer le pouvoir transformateur de l'ESS », en partenariat avec Aéma Groupe.

• **ARRIVÉE D'INÈS DOLET**, chargée de communication en alternance.

• **ARRIVÉE DE MATHILDE NAUD**, chargée d'affaires publiques.

WEBINAIRE Se déplacer autrement : l'ESS au carrefour des mobilités durables

Octobre

> Lancement du **projet Erasmus+ « CAPSE »** qui vise à tendre vers plus d'égalité au sommet des instances dirigeantes de l'ESS en Europe.

> **PLF 2024** : des propositions pour accélérer le développement de l'ESS.

• **ARRIVÉE DE CHLOÉ SANCHO-LATREILLE**, chargée de mission Filière Textile.

Novembre

5 **Lancement du Mois de l'ESS, remise des Prix de l'ESS 2023**, sortie inédite de la nouvelle édition de l'Atlas de l'ESS et priorité de la feuille de route de la Ministre Olivia Grégoire.

> Conférence européenne de l'économie sociale de San Sebastian.

> PUBLICATION de l'ouvrage de référence de l'ESS dans le paysage économique et social français : **l'Atlas commenté de l'économie sociale et solidaire 2023.**

> Feuille de route ESS d'Olivia Grégoire : ESS France appelle à concrétiser les engagements en faveur du développement de l'ESS.

> « Administratrice dans l'ESS, pourquoi pas vous ? » événement organisé par les têtes de réseaux de l'ESS et en partenariat avec 2GAP.

Décembre

> La mobilité responsable et le bâtiment durable désormais disponibles sur **CARTECO.**

WEBINAIRE Lutter contre le gaspillage alimentaire : la place et le rôle de l'ESS.

> PUBLICATION d'une étude inédite sur les **données comptables et financières des entreprises de l'ESS.**

> PUBLICATION du flyer « **5 bonnes raisons de travailler dans l'ESS** » en partenariat avec la Macif.

WEBINAIRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, AVEC LE SOUTIEN DE LA CAISSE D'ÉPARGNE
NOTES PERSPECTIVES FILIÈRES, AVEC AÉSIO MUTUELLE
RECRUTEMENTS



Promouvoir & représenter

1 →

Porter un projet de société

L'ESS incarne un potentiel puissant de transformation de la société via une économie démocratisée, plus orientée vers les besoins humains, inscrite dans les limites planétaires et plus respectueuse des ressources naturelles. C'est au service de ce projet de société qu'ESS France s'est mobilisée tout au long de l'année 2023 pour œuvrer au développement de ce mode d'entreprendre, en menant de nombreuses actions visant à une meilleure compréhension du rôle essentiel joué par l'ESS dans la société française, et en portant un plaidoyer auprès des décideurs publics.



Financer l'ESS à hauteur des enjeux

L'ESS représente 200 000 entreprises et 2,5 millions d'emplois. Essentielle pour le quotidien des Français, elle impulse de nombreuses innovations. Or, les moyens qui lui sont dédiés ne sont pas à la hauteur des enjeux. Si les sénateurs ont adopté deux amendements encourageants en décembre 2023, ceux-ci n'ont ensuite pas été

retenu dans la version finale de la loi de finances 2024. Ces amendements, issus des propositions d'ESS France visaient à financer la mission d'Accueil, orientation, information des CRESS à hauteur de 2,5 millions d'euros l'ESS à hauteur de 4 millions d'euros. Ce travail de plaidoyer continuera donc pour le PLF 2025.



© JENNIFER BUCKLE

#AémaGroupe

LE TEMPS FORT DU PLAIDOYER 2023

Le 11 septembre 2023, ESS France, en partenariat avec Aéma Groupe, a organisé son temps fort annuel du plaidoyer intitulé « 10 ans après la loi ESS, développer le pouvoir transformateur de l'ESS ». Deux tables-rondes ont porté sur l'évaluation de la loi 2014 sur l'ESS et sur son développement. Cet événement fut l'occasion d'entendre la première prise de parole d'Olivia Grégoire depuis le retour de l'ESS dans le périmètre de ses attributions ministérielles.

Découvrez l'article dédié sur notre site

Nos priorités de plaidoyer

Dès le début de l'année 2023, ESS France a identifié 5 priorités pour le développement de l'ESS : attribuer les premiers investissements de France 2030 pour l'ESS pour financer les filières d'avenir et la redirection écologique ; financer la fonction d'accueil, information, orientation des structures de l'ESS des CRESS ; constituer un fonds de conversion pour encourager

la transformation d'entreprises lucratives vers l'ESS ; concevoir une stratégie pour l'innovation sociale. Afin de défendre des propositions, ESS France a approfondi ses liens avec les décideurs publics, via des temps d'échanges réguliers avec nos interlocuteurs ministériels, l'administration centrale et les parlementaires.

Plus d'informations sur notre site

Évaluation de la loi ESS du 31 juillet 2014

Le CSESS a été sollicité par Marlène Schiappa, Secrétaire d'Etat à l'ESS et à la Vie associative pour évaluer la loi ESS du 31 juillet 2014. Cette évaluation, menée par un groupe de travail animé par Frédéric Tiberghien, composé de membres du CSESS et de nombreux experts extérieurs, a conduit à l'écriture d'un avis, dont le contenu reflète les positions adoptées par ESS France. Il exprime la satisfaction globale des acteurs à l'égard de la loi, celle-ci demeurant l'œuvre législative française la plus aboutie en matière d'ESS, et qui fait même école en Europe et dans le monde, tout en indiquant que les objectifs de développement de l'ESS fixés en 2014 n'ont pas été atteints. L'avis regrette le manque de constance dans la volonté politique, dans l'organisation administrative et dans les moyens financiers de l'Etat, et recommande au Parlement le vote d'une loi de programmation pour assurer le développement de l'ESS.

Plus d'informations : Avis du CSESS sur le bilan de la loi ESS de 2014

Rassembler l'ESS

Le 15 mai 2023, un manifeste rassemblant plus de 350 acteurs et dirigeants de l'ESS a été publié dans Alternatives économiques. Rédigé à l'appel de Jérôme Saddier, Président d'ESS France, ce texte intitulé "Manifeste pour une ESS rassemblée, claire et conquérante !", rappelle l'importance de l'ESS dans un monde en pleine mutation économique et écologique, et face à des enjeux majeurs pour notre démocratie et pour la cohésion sociale, et appelle au rassemblement de ses acteurs autour de la clarté de ses principes d'action, et dans une organisation collective refondée, moteur d'une dynamique de conquêtes et de progrès. Le manifeste exhorte à construire de plus larges alliances pour inventer une économie de proximité et durable, rechercher une post croissance sobre et équitable, et transformer le travail.

Découvrez le manifeste sur Alternatives économiques



TÉMOIGNAGE

OLIVIA GRÉGOIRE, MINISTRE DÉLÉGUÉE CHARGÉE DES ENTREPRISES, DU TOURISME ET DE LA CONSOMMATION

Une économie qui vitalise notre pacte social

« L'ESS est au cœur de toutes les solutions et solidarités du quotidien, elle répond aux enjeux des grandes transitions et elle porte la démocratie économique.

Activités résilientes et emplois durables, coopération et partage, l'ESS est tout autant une force économique qu'un pilier de notre cohésion. Elle façonne les transformations systémiques, sociales et environnementales, à l'aune de ses valeurs, attentive à l'inclusion et au bien commun. Dans la maille de nos territoires, l'ESS relie, déploie des manières de produire et de consommer autrement, elle accompagne les vulnérabilités tout autant qu'elle innove, elle porte les engagements citoyens. Parce qu'elle diffuse l'énergie d'entreprendre et d'agir, en proximité et en commun, elle est une puissance qui vitalise notre pacte social et dessine activement de nouvelles manières de faire et de vivre ensemble. »

#AémaGroupe

Penser le lien entre gouvernance et performance

ESS France et Aéma Groupe ont poursuivi leurs réflexions communes sur le lien entre modalités de gouvernance et performance. En effet, alors que l'entreprise doit être capable de faire face grands enjeux de notre temps, comme la transition écologique, les modalités de gouvernance d'une entreprise sont un socle indispensable : la capacité d'une entreprise de s'ouvrir sur la société est déterminante pour qu'elle intègre de nouvelles préoccupations : sociales, territoriales, environnementales... au-delà de sa seule performance économique. Ces réflexions ont été synthétisées dans le cadre d'un livret intitulé "Quelle gouvernance pour une performance optimale de l'entreprise ?".

Découvrez le livret sur notre site

Paysage économique et social français

Depuis sa première édition en 2009, l'Atlas commenté de l'ESS est devenu au fil du temps l'ouvrage de référence national de présentation des données chiffrées de l'ESS et d'analyse de son évolution et de ses enjeux. Cette sixième édition publiée en 2023 poursuit ce travail tout en mettant en exergue les enjeux situés autour du développement de l'ESS en Europe et à l'international, alors que s'opère une reconnaissance croissante de ce mode d'entreprendre dans le monde. En France, l'ESS regroupe 14% de l'emploi salarié privé au

sein d'1,5 million d'entreprises et organisations. L'édition développe également le rôle structurant de l'ESS dans les filières « d'avenir » : l'économie circulaire, l'alimentation, l'énergie, la mobilité, la construction, le textile. L'Atlas permet de restituer le positionnement de l'ESS au sein des grandes problématiques qui animent le paysage économique français.

Plus d'informations sur notre site

#État #BanqueDesTerritoires
#HarmonieMutuelleESS
#CaisseD'Epargne #ADDES



350

acteurs, militants, responsables, dirigeants, entrepreneurs de l'ESS sont signataires du manifeste « Pour une ESS rassemblée, claire et conquérante.

#AésioMutuelle

DÉCRYPTER ET PROMOUVOIR L'ESS

Pour comprendre l'ESS, il est nécessaire d'expliquer ce qu'elle est mais aussi d'illustrer sa place et son rôle dans l'économie nationale et mondiale. C'est par des faits, des performances, des actualités, des comparaisons et des dynamiques qu'ESS France et Aésio Mutuelle diffusent chaque semaine un « chiffre de la semaine » qui permet au lecteur d'approfondir sa découverte et sa compréhension de l'ESS.

À découvrir sur notre site

L'APPORT DE LA RECHERCHE

Depuis sa création en 2008, l'Observatoire national de l'ESS travaille avec le monde de la recherche afin de renforcer réciproquement les expertises et méthodologies (Atlas, études et projets). Depuis une vingtaine d'années, sous l'impulsion d'acteurs historiques comme la RECMA, l'ADDES, le CIRIEC ou le RIUESS, le développement des formations et chaires universitaires a stimulé la recherche sur l'ESS et ses composantes dans la plupart des disciplines.



1/2

million de personnes attendues aux événements de la 16ème édition du Mois de l'Economie Sociale et Solidaire, temps fort se déroulant chaque année en novembre.

#AgenceErasmus+

Égalité femmes-hommes : faire avancer les bonnes pratiques

L'égalité femmes-hommes dans l'ESS croise plusieurs enjeux. Celui de la représentation car deux tiers des salariés de l'ESS sont des femmes. Les dirigeants de l'ESS doivent être à l'image à la fois des salariés et des bénéficiaires des organisations.

Le second enjeu est celui de l'exemplarité autour des valeurs défendues par l'ESS : démocratie, justice sociale, émancipation et éducation populaire.

Enfin, l'égalité femmes-hommes revêt un enjeu d'attractivité pour l'ESS, il faut que toutes les compétences, femmes et hommes, puissent s'engager ou travailler dans l'ESS. Pour cela il faut des rôles modèles féminins, notamment dans les postes à responsabilités. C'est tout l'enjeu du projet Matrimoine de l'ESS porté par ESS France pendant deux ans, et du nouveau projet européen Erasmus+ CAPSE qui vise à sensibiliser et accompagner les fédérations de l'ESS sur les enjeux de parité au niveau de leur gouvernance.

#CréditCoopératif

ESUS : publication d'un dépliant

ESS France, en partenariat avec le Crédit Coopératif, a produit un dépliant visant à répondre aux principales questions qui entourent l'agrément ESUS. Ce mini guide, qui s'adresse aux dirigeants et dirigeantes d'entreprises et organisations de l'ESS, ainsi qu'aux pouvoirs publics, aborde les enjeux suivants : Comment fonctionne l'agrément

ESUS ? Pourquoi et comment l'obtenir ? Qui peut m'accompagner dans cette démarche ? Ce document est accompagné d'une note explicative détaillée à destination des entreprises

Tout comprendre sur l'agrément ESUS

PERSPECTIVES

PROPULSER L'ESS

Alors que le Congrès de l'ESS en 2021 et la République de l'ESS avaient permis de consolider un commun politique à l'ESS, le Congrès des 12 et 13 juin 2024 constituera une nouvelle étape marquante dans l'histoire récente de l'ESS.

Cet événement sera l'occasion de publier un manifeste détaillant notre feuille de route collective pour le développement de l'ESS, pour penser les 10 prochaines années de l'ESS. Pour préparer ces travaux, ESS France lance l'initiative Imagin'Ère de l'ESS, qui doit permettre à toutes celles et ceux qui font l'ESS au quotidien de contribuer (à travers l'organisation d'événements, ainsi que la possibilité de répondre à une grande consultation et d'envoyer une contribution écrite) à propulser l'ESS dans une nouvelle ère ! ESS France se mobilisera pour promouvoir ce manifeste auprès des acteurs de l'ESS mais également des pouvoirs publics.



© PEOPLEIMAGES.COM - YURI A / SHUTTERSTOCK

#AémaGroupe

ZOOM ÉVÉNEMENT GOUVERNANCE

ESS France, en partenariat avec Aéma Groupe, a organisé un temps de débat intitulé « Quelle gouvernance pour une performance optimale de l'entreprise ? », le 17 avril 2023. Rendant compte des travaux menés sur le lien entre gouvernance des entreprises

et le caractère pluriel de leur performance, cet événement a permis de dévoiler la note d'analyse de la philosophe Gabrielle Halpern issue de ces travaux et d'organiser deux tables-rondes

En savoir plus sur notre site

ZOOM SUR L'ANALYSE DE LA DONNÉE ET LES BESOINS D'ÉTUDES

Le réseau des observatoires de l'ESS est un dispositif territorial de « collecte, d'exploitation et de mise à disposition des données économiques et sociales relatives aux entreprises de l'ESS » reconnu par la loi ESS de 2014. Au sein d'ESS France, les données et analyses produites par l'Observatoire national de l'ESS alimentent le plaidoyer pour l'ESS et son projet politique, appuient le développement des entreprises de l'ESS et favorisent la promotion de l'ESS. La gestion de la donnée est devenue centrale pour les réseaux de l'ESS et les pouvoirs publics. Afin de mieux identifier les besoins et accompagner le développement des entreprises de l'ESS, l'Observatoire national de l'ESS a notamment renforcé en 2023 ses analyses des secteurs et filières émergents, a développé son système d'information pour gérer la mission légale de la liste des entreprises de l'ESS et outiller les besoins métiers des CRESS (sourcing, diagnostics territoriaux, etc.) ou produit des données comptables et financières inédites sur l'ESS.

Plus d'informations sur notre site

#État #BanqueDesTerritoires #HarmonieMutuelleESS #CaisseD'Epargne #ADDES #CréditCoopératif #AésioMutuelle



© ESS FRANCE



Animer et outiller

2 Organiser les transitions

À l'aune de la crise écologique actuelle, il est essentiel de repenser nos modes de production, de consommation et d'échange. Les structures de l'ESS, actrices économiques et mobilisatrices de la société civile, sont directement concernées. C'est pourquoi, ESS France anime depuis 2018 une dynamique collective autour de la transition écologique répondant à deux enjeux majeurs : structurer et représenter les organisations de l'ESS qui œuvrent dans des secteurs d'activité de la transition écologique et accompagner la transformation écologique interne de toute organisation de l'ESS.

#BanqueDesTerritoires #PESSIS #FSE+

ESS France remporte le CRDLA Transformation écologique

Le Dispositif Local d'Accompagnement (DLA) est le dispositif public de soutien à l'ESS le plus important en France. Il est financé par l'Etat, la Banque des Territoires, l'Europe et animé par l'Avisé. Il constitue un levier de développement important des organisations de l'ESS. C'est pourquoi, il a été décidé en 2023 d'intégrer de façon systémique la transformation écologique au sein du dispositif. Pour ce faire, un nouveau Centre de ressources (CRDLA) dédié a vu le jour, et il est co-porté par ESS France et France Nature

Environnement. Le CRDLA Transformation écologique a pour mission d'accueillir l'ensemble des acteurs du dispositif et d'outiller les chargés de mission DLA dans leur compréhension des enjeux de transformation écologique afin d'aider les structures accompagnées à intégrer cette transition au sein de leurs modèles socio-économiques et de leurs activités.

Plus d'informations sur le site du CRDLA Transformation écologique



© ECOMAT38

ZOOM SUR L'ÉTUDE DES BESOINS LOGISTIQUES POUR LE RÉEMPLOI DES MATÉRIAUX DU BÂTIMENT

ESS France et les CRESS d'Auvergne-Rhône-Alpes, de Bretagne et de Normandie ont copiloté une étude portant sur les besoins logistiques des acteurs du réemploi des matériaux du bâtiment afin :

- > d'identifier les gisements disponibles et à venir pour développer l'activité des structures de l'ESS ;
- > d'accompagner ces structures dans la construction de réponses logistiques collectives : actions de collecte et transport, stockage, vente.

#Valdelia #Valobat #DREETSauRA #BanqueDesTerritoires #RégionNormandie #DREETSNormandie

Développer les filières de la transition écologique

L'ESS joue un rôle pionnier dans le développement de solutions pour engager la transition écologique dans les territoires, et ce sur une grande diversité de filières : mobilité, énergies renouvelables, agriculture et alimentation durables, réemploi... En 2023, ESS France a contribué à des dynamiques de structuration de filières autour de plusieurs axes :

- > Animation du collectif national des structures de l'ESS de la lutte contre le gaspillage alimentaire et rédaction d'une note de positionnement ;
- > Animation du collectif national des organisations de l'ESS spécialistes du réemploi des matériaux du bâtiment et actions de plaidoyer ;
- > Animation de la filière de réemploi des textiles dans le cadre du fonds réemploi textiles ;
- > Partenariat avec le Groupe VYV pour faciliter la mise en relation de structures de santé avec des organisations locales d'alimentation durable ;
- > Représentation de l'ESS dans la filière économique du vélo constituée en 2023.

#ADEME #FondationAG2RLaMondiale #GroupeVYV #Refashion #Ecomaison #Valdelia #Ecosystem #Ecologic #ANCT

#Refashion

Fonds réemploi textiles : l'AMI d'ESS France

Dans le cadre du Fonds Réemploi des Textiles d'habillement, Linge de Maison et Chaussures (TLC) financé par Refashion, ESS France pilote depuis 2023 un Appel à Manifestation d'Intérêt annuel sur le réemploi des textiles. Fruit des négociations engagées en 2022, ce dispositif de financement a été pensé pour répondre aux besoins des structures de l'ESS ayant une activité de réemploi et de réutilisation des textiles. Cette première session a permis la sélection de 16 structures lauréates mettant en

place des projets de sensibilisation du grand public, de montée en compétences de leurs équipes, de réaménagement de leurs espaces de vente ou encore de création de boutiques itinérantes. Le cadre du Fonds Réemploi permet également à ESS France de renforcer son action de structuration et d'animation de la filière textile au niveau national et en coopération avec les CRESS et les autres réseaux nationaux du réemploi des textiles.

Plus d'informations sur notre site



TÉMOIGNAGE

SYLVAIN WASERMAN, PRÉSIDENT DE L'ADEME

Soutenir les démarches pour réussir la transition

« La transition écologique est un défi qui nous mobilise tous. Les territoires ont un rôle central pour mener cette transition qui, pour réussir, doit prendre en compte la question sociale et ne laisser personne au bord du chemin. De nouveaux modèles et de nouvelles pratiques émergent ces dernières années. Des nouveaux modèles autour de l'économie de la fonctionnalité et plus largement, de l'économie circulaire, qui replacent au centre l'impact environnemental et social de l'entreprise pour repenser le développement économique. De nouvelles pratiques basées notamment sur la sobriété tout en cherchant à répondre aux besoins du plus grand nombre, à l'instar du réemploi. L'économie sociale et solidaire porte des enjeux de société et une vision qu'il s'agit de cultiver. Nous sommes fiers de soutenir ces démarches essentielles pour réussir la transition ! »



© MIRKO VITALI / ADOBE STOCK

#ADEME #CaisseD'Epargne

Les webinaires de la transition écologique

Depuis 2018, ESS France organise des webinaires consacrés à la transition écologique. Ils visent à faire connaître la capacité des structures de l'ESS à œuvrer à la nécessaire transformation de notre société face à la crise écologique, à s'adapter aux évolutions réglementaires environnementales et développer de nouvelles opportunités économiques, en particulier via des actions de coopération. Pour ce faire, ESS France a organisé trois webinaires sur la place de l'ESS dans la transition écologique en 2023 : la santé et l'environnement, la mobilité responsable, la lutte contre le gaspillage alimentaire. Ces webinaires ont mobilisé 542 personnes inscrites.

#AésioMutuelle

Influencer les politiques publiques

ESS France représente les organisations de l'ESS au sein d'instances définissant l'orientation de politiques publiques de transition écologique (ex : Conseil national de la transition écologique, Commission inter-filières REP). En 2023, ESS France a coordonné un collectif de réseaux nationaux pour aboutir à la création de l'Union pour le Réemploi Solidaire avec Emmaüs France, Envie, L'Heureux Cyclage, le Réseau national des Ressourceries et recycleries et le Coorace. Cette coalition a notamment permis la mise en place du fonds réemploi

textiles dans sa version innovante d'AMI gérés en direct par les réseaux de l'ESS, ou encore la négociation de barèmes de soutien plus avantageux dans le cadre du fonds réemploi meubles visant à se rapprocher au maximum d'une consommation effective des 20 millions d'euros prévus pour l'ESS en 2024.

En 2023, ESS France a lancé un nouveau groupe de travail visant à outiller les CRESS sur les enjeux de politiques publiques de transition écologique des collectivités territoriales.

NOTE PERSPECTIVES AUTOUR DU VÉLO

Le vélo fait son grand retour dans le quotidien des Français et doit beaucoup à l'ESS. Celle-ci participe à la structuration de le cyclo-logistique, à la mutualisation des moyens de production, à la démocratisation du réemploi et de la réparation et au développement de la pratique par une grande diversité de services aux usagers, comme le montre la dernière note « pErSpectiveS » en partenariat avec Aésio Mutuelle.



© D. PETKOVIC / SHUTTERSTOCK

LES TRAVAUX DE L'OBSERVATOIRE EN VIDÉO AVEC LES NOTES « PERSPECTIVES »

Le partenariat engagé avec Aésio Mutuelle sur l'identification du rôle et des opportunités de développement de l'ESS sur différentes filières stratégiques (textile, BTP, médias, vélo, foncières) a abouti à un important travail analytique. Celui-ci est désormais accessible sous la forme de vidéos animées de 3 à 4 minutes présentant le positionnement des différents modèles de l'ESS sur l'ensemble de la chaîne de valeur de chaque filière : relocalisation d'une production, activités de conseil et d'accompagnement, formation professionnelle, sensibilisation, organisation des coopérations territoriales, accessibilité des services au plus grand nombre, etc., l'ESS se dévoile, cette fois-ci en images, dans ses contributions multiples à des activités économiques structurantes (logement, mobilité, habillement, accès à l'information, au foncier).

En complément des notes précédemment publiées, ces vidéos témoignent également du potentiel que représente l'ESS pour engager la bifurcation socio-écologique et démocratique dans l'ensemble des activités du quotidien.

#AésioMutuelle



3994

structures référencées sur la carte collaborative des entreprises et organisations de l'ESS qui œuvrent pour la transition écologique : Carteco.

#ADEME

CRÉER DES OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES

68 événements de rencontres interentreprises ont été organisés, réunissant 3800 professionnels à travers la France. Ces rencontres ont été essentielles dans la création des liens commerciaux et explorer des opportunités d'affaires dans des domaines clés comme la commande publique, les achats responsables, la transition écologique et la RSE. Thématiques qui reflètent les préoccupations actuelles des entreprises et leur volonté d'adopter des pratiques plus durables et responsables.

#ADEME

SERD 2023

La semaine européenne de réduction des déchets a lieu en novembre, et dans le cadre de son partenariat avec l'ADEME, ESS France en a fait un temps fort du Mois de l'ESS avec des actions dédiées, à l'instar des cartes blanches présentant en 2023 des initiatives de l'ESS pour la réduction des emballages. Ce sont par ailleurs 130 événements référencés sur le site du Mois de l'ESS qui ont déclaré participer à la SERD en 2023.



325

personnes présentes lors des 4 speed-meetings « filières REP & réemploi » organisés en 2023 par ESS France et les CRESS*.

* Occitanie, Hauts-de-France, Nouvelle-Aquitaine, territoires ultra-marins.

#ADEME

Cartographier les acteurs

Carteco, la carte collaborative des structures de l'ESS qui font la transition écologique, référence près de 4 000 organisations de l'ESS sur 4 secteurs d'activité : gestion des ressources et déchets, agriculture et alimentation durables, mobilité responsable et bâtiment durable.

Elle a pour but de :

- > Donner de la visibilité et mieux identifier les activités opérées par les structures de l'ESS qui agissent pour la transition écologique ;
- > Réaliser des opérations de sourcing auprès d'acheteurs publics et privés qui souhaitent travailler avec l'ESS - dans ce sens, Carteco a d'ailleurs ajouté de nouveaux critères dédiés aux achats socialement et écologiquement responsables en 2023 ;
- > Estimer le poids de l'ESS dans les filières de transition écologique pour mieux les représenter ;
- > Identifier les structures existantes pour animer et structurer des dynamiques de coopération territoriale.

#AgenceErasmus+

Améliorer les pratiques environnementales

ESS France, en participant à plusieurs projets, met à disposition des organisations de l'ESS des outils visant à les accompagner dans leur transformation écologique interne :

- > Des fiches-action qui permettent de faciliter un passage à l'action de façon volontaire ;
- > Des fiches "bonnes pratiques" qui encouragent l'essaimage par le partage d'expériences ;
- > Des livrables d'acculturation et de compréhension des enjeux de la transformation écologique dans le cadre du Centre de ressources DLA Transformation écologique ;
- > Un référentiel des besoins et formations existants en matière de transition écologique dans le cadre du projet européen Erasmus+ baSE.

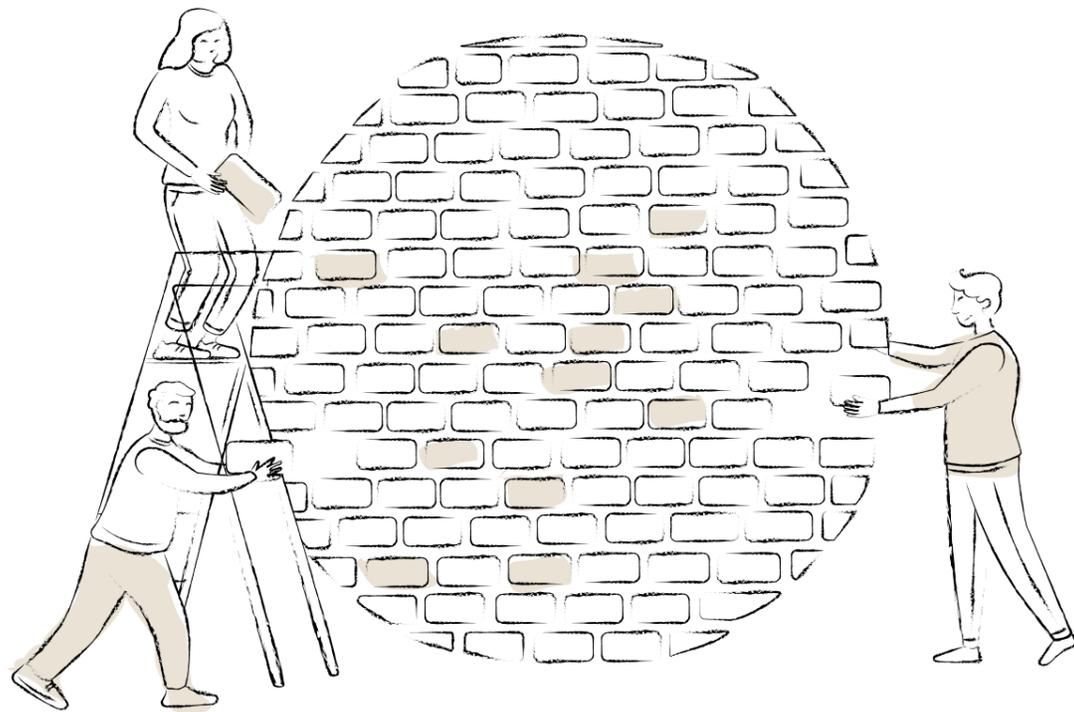
PERSPECTIVES

RENFORCER LA MONTÉE EN COMPÉTENCES

ESS France et France Nature Environnement ont été reconduites pour leur mission d'animation du CRDLA Transformation écologique sur la période 2024-2025. Cette nouvelle mission permettra de renforcer les actions d'animation menées auprès de l'écosystème du DLA, en particulier sur les enjeux de montée en compétences à la transformation écologique. Le projet baSE sera également une opportunité pour répondre aux besoins de cette montée en compétences pour l'ensemble des organisations de l'ESS, en complément du DLA. Les actions d'animation et de structuration de filières de la transition écologique seront maintenues en 2024. De nouvelles filières pourront être étudiées afin d'identifier les besoins d'animation potentielle. La mission d'animation de la filière de réemploi des textiles va s'intensifier et un nouvel AMI sera proposé dès le début d'année 2024.



© ARTITWIP / ADOBE STOCK



POUR UNE ESS TERRITORIALISÉE

Dans le cadre d'une démarche du renforcement du lien entre ses membres et d'amélioration de la qualité de sa vie démocratique, ESS France a créé en 2023 un poste dédiée à la vie fédérative et l'animation de réseau. Dans ce cadre, en tant que réseau des CRESS, ESS France a pu mettre particulièrement l'accent sur une animation transversale des instances de direction des CRESS (comité des directions-DIRCRESS) et impulsion politique (comité des régions-COREG) avec l'ensemble des missions réalisées par notre organisation.



→ **InterCRESS 2023**
Cet événement, organisé pour la deuxième fois par ESS France, rassemble chaque année les salariés CRESS. Il permet la création d'une culture commune nécessaire à travailler sur des projets de réseau.

Les CRESS au service du développement de l'ESS

L'année 2023 a été marquée par la rédaction par ESS France du Rapport CRESS, en réponse à une mission confiée par la Secrétaire d'État chargée de l'Économie sociale et solidaire et de la Vie associative, Marlène Schiappa.



Ce rapport met en lumière l'évolution des CRESS quant à leur raison d'être. Initialement dédiées à la représentation des intérêts communs des acteurs locaux de l'ESS, les CRESS ont progressivement mis leur légitimité juridique par l'article 6 de la Loi ESS de 2014 et leur représentativité territoriale au service du développement de l'ESS. Elles agissent désormais comme des « aiguilleurs » de l'ESS locale, favorisant la rencontre entre l'offre et la demande d'accompagnement.

Cette évolution se manifeste notamment dans leur fonction d'Accueil, Information et Orientation (AIO), qui les positionne comme porte d'entrée généraliste aux dispositifs d'accompagnement. La fonction AIO a été cruciale pendant la pandémie de COVID-19 pour garantir l'accès des structures de l'ESS aux dispositifs d'aide d'urgence. Si cette fonction permet d'assurer une mission de service public, voire d'intérêt général, les CRESS peinent à la financer en raison notamment d'un sous-investissement de la part de l'État.

Travaux autour de l'AIO

Les CRESS ne sont pas des établissements administratifs comme les Chambres consulaires (CCI...) mais bien des associations Loi 1901. Néanmoins, elles exercent certaines fonctions consulaires comme l'Accueil, Information Orientation (AIO) qui met en relation porteurs de besoins et solutions d'accompagnement. Les travaux entrepris par ESS France, les CRESS, le Ministère de l'Économie et le cabinet de la Secrétaire d'État à l'ESS ont permis d'estimer le coût de l'AIO et formuler une proposition de financement sur le Projet de Loi des Finances 2024 reprise dans un amendement déposé au Sénat.

215

↑ salariées et salariés dans le réseau des CRESS implantés sur l'ensemble du territoire métropolitain et ultramarin.

Les CRESS, un réseau engagé pour la diffusion de l'ESS

ANIMER LA DYNAMIQUE PTCE AUX ÉCHELLES PERTINENTES

Les CRESS sont en lien direct avec toutes les parties prenantes qui font vivre l'ESS dans les territoires. À travers la fonction d'animation territoriale, les CRESS sont capables de proposer des réponses de proximité aux problèmes identifiés et favoriser l'émergence de coopérations entre acteurs de la même filière (réemploi solidaire, textile, matériaux du bâtiment...). Cette fonction prend tout son sens dans le cadre de la politique publique pour la promotion des Pôles Territoriaux de Coopération Economiques, animée dans toutes les régions par les CRESS en collaboration avec les services de l'Etat.

LE DÉPLOIEMENT DE LA FONCTION DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Les CRESS renforcent leur expertise en transition écologique en collaborant avec des partenaires publics tels que l'ADEME et les collectivités. Elles assistent tous les acteurs désireux d'adapter leurs pratiques pour lutter contre le changement climatique. Les CRESS proposent des ressources pour favoriser la transition écologique des structures de l'ESS, soutiennent les acheteurs publics et privés dans le développement des achats responsables, et structurent la coopération entre acteurs d'une même filière (textile, BTP, alimentation, etc.).

DES OBSERVATOIRES AU CŒUR DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE LA RECHERCHE

En application de leur mission légale de collecte, exploitation et mise à disposition des données relatives aux entreprises de l'économie sociale et solidaire, toutes les CRESS disposent d'un Observatoire Régional de l'Economie Sociale et Solidaires (ORESS). Les données récoltées par les Observatoires permettent d'alimenter des études de filières (zooms sectoriels, note d'opportunité), territoires (diagnostic territoriales) ou transversaux à l'ESS (notes de conjoncture, panoramas annuels) : au niveau du réseau, ce sont plus de 100 publications recensées. L'activité des Observatoires contribue à façonner les politiques publiques des collectivités et alimente les travaux de recherche universitaire.

UN RÉSEAU POUR SENSIBILISER À L'ESS

Les CRESS s'attachent à promouvoir l'ESS à travers des actions de sensibilisation allant de la communication sur les réseaux sociaux aux formations et événements ciblés. Le but de cette mission est d'améliorer la compréhension de l'ESS par tous les publics (élus, fonctionnaires, jeunes, demandeurs d'emploi, entreprises et salariés du secteur privé lucratif). Les CRESS animent pour le compte de L'ESPER l'initiative « Mon ESS à l'Ecole » qui consiste en la création d'une entreprise de l'ESS par des collégiens et des lycéens de toutes les filières.

LES ACTIONS DES CRESS

BRETAGNE

Depuis 2010, la CRESS a mis en place une organisation infra-régionale basée sur des « pôles locaux », gérés par une équipe dédiée de 40 personnes en plus des salariés de la CRESS. Ces pôles, alignés sur le maillage territorial, permettent à la CRESS de centraliser les fonctions de support et d'animer le réseau régional, tandis que les pôles assurent la représentation de la CRESS auprès des EPCI et mènent des activités de développement économique.

OCCITANIE

La Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire d'Occitanie a lancé, en partenariat avec le Réseau des Territoires pour une Économie Solidaire, le Club des Collectivités Occitanie. Déjà existant en plusieurs régions, ce Club a pour objectif de permettre l'échange d'expérience entre élus et élues de différentes collectivités engagées à différents degrés dans une politique ESS. La CRESS a présenté aux participants les leviers à disposition des collectivités pour s'appuyer et coopérer avec les acteurs de l'ESS.

HAUTS-DE-FRANCE

Le dispositif Tremplin de la CRESS Hauts-de-France, soutenu par la Région et l'État, coordonne les acteurs locaux de l'accompagnement à la création via une plateforme en ligne pour les porteurs de projets ESS.

Il clarifie l'offre d'accompagnement, encourage une culture commune basée sur des objectifs partagés et renforce la concertation des acteurs pour influencer la politique régionale d'appui à l'ESS.

BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ

La quatrième édition du Panorama régional de l'ESS de Bourgogne-Franche-Comté, réalisée par l'Observatoire régional de l'ESS de la CRESS, présente des indicateurs clés de l'ESS par secteur, sur l'emploi, le territoire et la conjoncture. Destiné aux acteurs de l'ESS, partenaires publics et citoyens, il éclaire sur l'importance de l'ESS pour les transitions écologiques, démocratiques et sociales. Il aborde aussi la conjoncture de l'emploi, la mixité femmes-hommes, et offre une perspective territoriale.

CENTRE-VAL DE LOIRE

En Centre-Val de Loire, la CRESS anime « Ambition Tiers-Lieux », préfiguration d'un réseau régional de Tiers-Lieux, avec le soutien financier de la Région et de l'ANCT. Dans ce cadre la CRESS assure la mise à jour d'une cartographie des tiers-lieux régionaux et produit à travers son Observatoire plusieurs publications, telles que le « Guide Pratique des Tiers-Lieux » et « Repères, les Tiers-Lieux en région Centre ».

MAYOTTE

Dans le cadre du Plan National pour les Achats Durables 2022 - 2025, le Ministère de la transition écologique a lancé les « guichets verts ». Ce service de conseil environnemental de premier niveau gratuit

est destiné aux acheteurs publics. A partir du 1er avril 2023 la CRESS pilote ce dispositif à Mayotte. Le guichet vert vise à promouvoir des pratiques d'achats respectueuses de l'environnement.

ZOOM SUR LES CRESS

EXTRAIT DE LA LOI N°2014-856 DU 31 JUILLET 2014, RELATIVE À L'ESS

« Les chambres régionales de l'économie sociale et solidaire assurent au plan local la promotion et le développement de l'économie sociale et solidaire. Elles sont constituées des entreprises de l'économie sociale et solidaire ayant leur siège social ou un établissement situé dans leur ressort et des organisations professionnelles régionales de celles-ci. En application du principe de parité, la différence entre le nombre de femmes et le nombre d'hommes parmi les représentants de chaque entreprise ou organisation est inférieure ou égale à un. »



Les 6 missions de la loi attribuées aux CRESS.

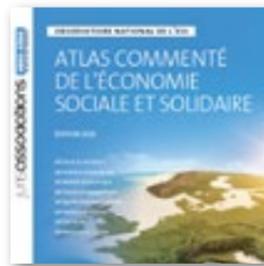


Observer et connaître

3 Transformer le monde

Les réalisations de l'ESS ont inspiré durablement la norme de nombreux aspects de notre économie et plus largement de contrat social. Distincte de l'économie conventionnelle par ses finalités et ses principes de gestion, l'ESS comme mode de développement économique permet d'apporter des réponses multiples aux enjeux sociaux et environnementaux de notre époque, qui témoignent du pouvoir transformateur de l'ESS. Cette notion a constitué le fil rouge des activités d'ESS France en 2023, tout particulièrement dans le cadre de la nouvelle édition de l'Atlas commenté de l'ESS et du Mois et des Prix de l'ESS 2023.

Atlas de l'ESS 2023



#BanqueDesTerritoires
#HarmonieMutuelleESS
#CaisseD'Epargne
#ADES #Etat

Transformer les territoires à partir des besoins des habitants

Les modèles de l'ESS sont particulièrement adaptés à la prise en compte de la spécificité des besoins des territoires. C'est la raison pour laquelle la présence de l'ESS est beaucoup plus forte dans les territoires ruraux isolés ou les quartiers populaires où elle représente respectivement 18% et 27% de l'emploi privé. Ses organisations créent des emplois non délocalisables là où les services publics et le secteur privé lucratif sont en recul, et font des habitants les premiers acteurs de l'amélioration de leur cadre de vie. Par conséquent l'ESS ne fait pas que réduire les inégalités territoriales. Elle est le moteur des transformations socio-écologiques de ces mêmes territoires.

Plus d'informations dans le nouvel Atlas de l'ESS



© CHUTTERSNAIP / UNSPLASH

L'ESS, pilier des solidarités d'aujourd'hui et de demain

L'ESS est un pilier des solidarités en France. Dans l'aide à domicile, l'accompagnement et l'hébergement des personnes âgées, l'accueil de jeunes enfants, l'insertion socio-professionnelle ou encore l'aide alimentaire, elle joue un rôle indispensable pour l'ensemble de la société, surtout en période de crise. Alors que les établissements lucratifs agissent dans ce domaine comme les révélateurs de l'impossible soumission de l'intérêt général aux intérêts du capital, les actions portées par l'ESS soulignent, pour leur part, la nécessaire revalorisation des modèles non lucratifs au cœur des solidarités de demain.

Plus d'informations dans le nouvel Atlas de l'ESS

L'ESS au cœur des transformations socio-écologiques

La nécessaire transformation écologique de nos sociétés engage les organisations de l'ESS qui en sont à l'avant-garde dans les territoires à se positionner en tant que leviers prioritaires d'une bifurcation démocratique à plus grande échelle. Les dynamiques à l'œuvre, identifiées, valorisées et accompagnées par l'écosystème d'ESS France, plaident en ce sens. Les filières du réemploi se structurent ainsi autour d'une grande diversité d'entreprises de l'ESS qui conjuguent innovations sociotechniques et esprit de solidarité. Les futurs systèmes alimentaires durables peuvent s'appuyer quant à eux sur un foisonnement d'initiatives citoyennes et locales.

La production d'énergies renouvelables dans les territoires repose également sur une mobilisation citoyenne croissante. Et dans le champ de la mobilité, la filière du vélo ne pourrait se déployer sans le concours de l'ESS qui, plus que jamais, s'impose comme un outil incontournable de la planification écologique.



© TOM MERTON / ADOBE STOCK

La transformation du travail par l'ESS

La démocratie économique, condition de la prise en compte des besoins de la société dans l'organisation de l'économie, s'incarne en grande partie à travers l'ESS. Ses entreprises se sont d'ailleurs largement adaptées aux aspirations des travailleurs, prêts à renoncer à des conditions d'emplois qui se sont largement détériorées ces dernières décennies. On peut citer les coopératives d'activités et d'emploi (CAE), qui permettent aujourd'hui à 12 000 entrepreneurs de développer indépendamment leurs activités tout en bénéficiant de la sécurité d'un contrat de travail, ou encore les 2 500 tiers-lieux qui accueillent 150 000 travailleurs dans des espaces favorisant les coopérations et l'expérimentation d'activités répondant aux besoins des territoires. La transformation de l'économie passe aussi par le fait de retrouver du sens au travail, une quête dont l'ESS est l'un des principaux débouchés.

L'ESS, CREUSET DES COOPÉRATIONS TERRITORIALES

Par son rôle structurant dans l'organisation des coopérations entre une multitude d'acteurs (CRESS, regroupements professionnels par filière, sociétés coopératives d'intérêt collectif, pôles territoriaux de coopération économique, etc.), l'ESS est bien souvent à la base des mutations du tissu économique territorial. Elle incarne de ce fait une figure majeure d'un des scénarios de transition de l'Ademe pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050.

TÉMOIGNAGES

PIERRE PELOUZET,
MÉDIATEUR DES
ENTREPRISES



Renforcer les liens au service du développement

« Lorsque j'ai rencontré Jérôme Saddier en juin 2021 pour convenir de renforcer les liens entre ESS France et le Médiateur des entreprises, je n'imaginai pas les développements que cela entraînerait ! J'ai d'emblée accepté de parrainer la semaine consacrée aux achats socialement et économiquement responsables ! Cet engagement a permis d'une part, de présenter aux entreprises de l'ESS le parcours national des achats responsables, de la signature de la Charte au Label RFAR, et d'autre part de participer aux événements organisés par les CRESS en régions, et de mieux faire connaître notre offre de médiation entre acteurs économiques. Je constate avec plaisir aujourd'hui que cette dynamique se traduit par des rencontres qui permettent de partager nos bonnes pratiques, comme à l'occasion du tour de France des achats responsables que nous avons mis en place en 2023. »

S'engager pour transformer le monde

Pour cette 16ème édition, le Mois de l'ESS - événement national ayant pour objectif de porter, présenter et faire connaître l'économie sociale et solidaire au plus grand nombre - a invité toutes celles et ceux qui le souhaitent à s'engager et à rejoindre l'ESS pour tendre vers une société juste, cohérente et durable. Au total, 515 000 personnes étaient attendues aux événements du Mois de l'ESS en 2023, faisant de celui-ci la seule initiative au monde dédiée à l'ESS réunissant autant de personnes, en mobilisant tous les modèles et ce dans tous les territoires.

#BanquePopulaire #HarmonieMutuelleESS #CréditCoopératif #GroupeVYV #ADEME #UpCoop

Mobiliser et sensibiliser les citoyennes et citoyens

Pendant le mois de novembre, toutes les structures de l'économie sociale et solidaire sont invitées à se mobiliser et à organiser des événements pour faire connaître et sensibiliser celles et ceux qui souhaitent en savoir plus sur l'ESS et faire découvrir la vision sur le long terme d'une économie porteuse de sens. Ainsi, en 2023, 750 structures de l'ESS ont fait vivre le mois en organisant 2120 événements en abordant des thématiques variées, soulignant la diversité des enjeux qui traversent l'ESS. Ces manifestations dont le format est au choix des organisateurs

(atelier, table-ronde, formation, rencontre d'affaire, portes-ouvertes, exposition...) partout sur les territoires permettent de valoriser les activités des acteurs et actrices de l'ESS qui se mobilisent au quotidien et est un temps privilégié de coopération entre acteurs : cette année, +50% des événements étaient coorganisés avec un autre acteur de l'ESS.

Découvrez le site dédié

#État #BanqueDesTerritoires #BanquePopulaire #UpCoop #HarmonieMutuelleESS #ADEME #CréditCoopératif #GroupeVYV

UNE ANIMATION TERRITORIALE ESSENTIELLE !

Le Mois de l'ESS ne serait possible sans l'animation quotidienne des CRESS. Cette animation - coordonnée au niveau national par ESS France - est essentielle pour la promotion de l'ESS, la diffusion des outils mis à disposition des acteurs et l'harmonisation générale de la campagne dans l'objectif collectif de faire découvrir l'ESS au plus grand nombre.



© SUSHIMAN / SHUTTERSTOCK

ZOOM SUR L'ÉVÉNEMENT DE LANCEMENT DE LA 16^E ÉDITION DU MOIS DE L'ESS

Le lundi 6 novembre 2023 s'ouvrait la 16e édition du Mois de l'ESS au siège du Crédit Coopératif à Nanterre, accueillant plus de 150 personnes.

>> La Ministre Olivia Grégoire a présenté les priorités de sa feuille de route pour le développement de l'ESS, en soulignant la force de son portefeuille large pour créer divers ponts.

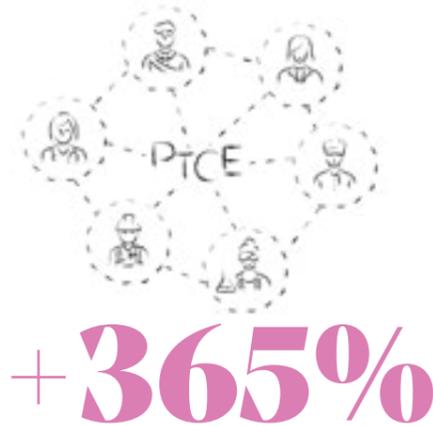
>> Pascal Pouyet, Directeur général du Crédit Coopératif, Florentin Letissier, Adjoint à la maire de Paris en charge de l'ESS et Jérôme Saddier, président d'ESS France sont intervenus en introduction pour rappeler la vitalité de l'ESS, l'importance d'augmenter les financements pour permettre le changement d'échelle des structures et le rôle crucial des CRESS dans l'animation des territoires.

>> La table-ronde a donné lieu à la valorisation de trois enjeux principaux pour permettre aux structures de l'ESS de transformer la société : leur pouvoir d'agir, leur capacité à essayer et la nécessité de changer de modèles.

>> L'événement a été l'occasion de dévoiler la nouvelle édition de l'Atlas de l'ESS !

Pour en savoir plus, voir l'article dédié sur notre site.

#BanquePopulaire #HarmonieMutuelleESS #CréditCoopératif #GroupeVYV #ADEME #UpCoop



+365%

d'augmentation du nombre de PTCE, Pôles Territoriaux de Coopération Economique, en France en deux ans.

PRIX DE L'ESS 2023

Les Prix de l'ESS - seuls Prix permettant de récompenser des initiatives sur l'ensemble du territoire national Français - mettent en valeur des acteurs de l'ESS qui œuvrent en faveur d'une économie plus sociale, solidaire et responsable. En 2023, sur les 515 projets reçus dans les 14 régions participantes, « Optim'ism » en Bretagne et « Le Réseau Être » en Occitanie ont été lauréats nationaux dans les catégories utilité sociale et transition écologique.

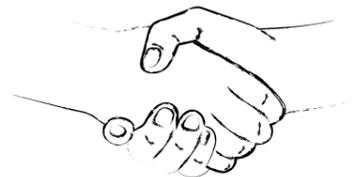
Découvrez le guide des initiatives remarquables

#GMF

MARCHÉS PUBLICS : RETOUR D'EXPÉRIENCE

Notre dernier livret met en avant les entreprises de l'ESS dans les marchés publics, illustrant comment la commande publique peut devenir un levier de transition sociale et écologique. Il présente des exemples de réussite d'entreprise et d'action de collectivités favorisant leur accès aux marchés, il contient des aspects techniques et pratiques conçus pour les acheteurs publics afin qu'ils puissent s'inspirer.

Découvrez le livret disponible sur notre site



3800

professionnels se sont réunis dans le cadre des rencontres d'affaires à travers la France.

#CompassGroupFrance

Structurer les offres collectives

Le partenariat avec Compass Group France a véritablement agi comme un catalyseur pour les CRESS et ESS France dans la mise en place d'approches structurées permettant la collaboration entre divers acteurs et les entreprises de l'ESS.

- > Ce projet a posé les bases pour accompagner les parties prenantes intéressées à travailler avec l'ESS.
- > Une méthodologie collaborative a été développée pour répondre de manière adéquate aux caractéristiques de chaque région. Cette initiative a souligné la nécessité d'approches personnalisées pour le sourcing de fournisseurs ESS et l'élaboration de stratégies d'achat qui respectent les principes de l'ESS et ceux des partenaires.
- > Ce travail de structuration ouvre donc de nouvelles portes pour les CRESS et ESS France afin de proposer des solutions concrètes aux acteurs publics et privés désireux d'intégrer l'ESS dans leur chaîne de valeur.

#MédiationDesEntreprises

Développer les entreprises de l'ESS

La troisième édition de la Semaine des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables (SASER), organisée par ESS France et les CRESS, a permis de mettre en lumière 47 initiatives sur sa plateforme et a attiré l'attention de 2800 participants lors de multiples événements tenus à travers le territoire.

PERSPECTIVES

ORGANISER LES NÉCESSAIRES COOPÉRATIONS

Les composantes rassemblées de l'ESS identifient certains secteurs en lien avec des publics vulnérables (petite enfance, vieillissement, funéraire...) comme particulièrement prioritaires à « ESSiser », afin de libérer ces filières de la prédation des modèles lucratifs, et pour que l'ESS y retrouve sa place légitime, aux côtés de l'Etat. Le Congrès des 10 ans de la loi ESS du 12 et 13 juin prochain sera un temps fort pour organiser les nécessaires coopérations permettant d'atteindre cet objectif. D'autres sujets, particulièrement structurants pour transformer notre société seront explorés à travers les diverses actions d'ESS France : l'accès de tous à une alimentation saine et durable, ou encore la place de l'ESS dans les planifications écologiques.



© SVITLANA / ADOBE STOCK



Promouvoir & représenter

4 Coopérer au-delà des frontières

2023 a transformé l'essai amorcé en 2021 pour la reconnaissance et le développement de l'ESS à l'échelle européenne et internationale à travers des textes à la portée historique, des travaux législatifs fondateurs et des présidences du Conseil de l'Union fortement engagées en faveur de la visibilité du potentiel de l'ESS pour accélérer les transitions. ESS France a plaidé auprès des Etats et institutions pour, de manière conjointe et coordonnée avec l'ensemble parties prenantes, donner à l'ESS ce souffle en faveur de la résilience de nos sociétés. La vision de l'ESS et de son développement que nous avons à cœur de promouvoir l'emporte.



Plaider pour une définition positive du champ de l'ESS

Dans le prolongement du plan d'action pour l'ESS de 2021, la Commission a présenté le 13 juin une proposition de recommandation du Conseil invitant les États membres à concevoir et à mettre en œuvre des stratégies d'ESS. ESS France a contribué à la consultation en appelant à une nécessaire réflexion sur ce que pourrait être une définition positive du champ de l'ESS au niveau européen s'appuyant sur la base d'un ensemble juridique caractérisant en droit des conditions particulières d'activité permettant ainsi une approche englobante de l'ensemble des modèles ESS, de distinguer nos modes d'entreprendre et de créer un cadre de reconnaissance mutuelle entre Etats, qui affirme également le fait qu'elle constitue un mode de développement. De nombreux éléments de politiques publiques et législatifs français sont repris dans la version finale adoptée le 27 novembre 2023.



RENCONTRE ENTRE SOCIAL ECONOMY EUROPE, LA CEPES & LE PREMIER MINISTRE ESPAGNOL

Le 23 janvier 2023, Social Economy Europe et la CEPES ont rencontré le Premier ministre espagnol, Pedro Sánchez, pour échanger sur le programme ambitieux dont souhaite se doter la prochaine présidence espagnole du Conseil de l'UE pour une reprise équitable et des alliances mondiales donnant priorité au développement de l'ESS. Lors de cette rencontre, un prochain accord de coopération entre la CEPES et ESS France a été annoncé.

Adoption historique à l'ONU de la résolution sur l'ESS

L'Assemblée générale des Nations-Unies a adopté en avril 2023 une Résolution sur « La promotion de l'ESS au service du développement durable » visant à la reconnaissance internationale de l'ESS et sa contribution à la réalisation des Objectifs de Développement Durable par l'innovation sociale et inclusive. Cette Résolution, qui intervient dans un contexte de reconnaissance croissante des potentialités de l'ESS, encourage

les Etats membres à promouvoir et mettre en place des politiques publiques nationales, régionales et locales permettant le développement l'ESS, y compris via l'adoption de textes législatifs. Soutenu par 28 pays, ce texte donne une définition universelle de l'ESS en droite ligne de celles adoptées par les textes de l'OIT, de l'OCDE et de la Commission européenne et reconnaît que l'ESS intervient dans tous les secteurs économiques.



TÉMOIGNAGE

SARAH DE HEUSCH,
DIRECTRICE DE SOCIAL ECONOMY EUROPE

Reconnaître et renforcer le rôle des entreprises de l'ESS

« Social Economy Europe (SEE) est le réseau européen qui fédère les différentes familles de l'ESS, des réseaux et les fédérations nationales liés à l'ESS (comme ESS France) lorsqu'elles existent. Cela permet à l'écosystème de se fédérer et de promouvoir des actions et des politiques communes. 2023 est l'année où la reconnaissance du rôle unique de l'ESS est à son comble avec la résolution des Nations Unies pour l'ESS, et l'adoption par le Conseil européen de la recommandation du Conseil sur la mise en place de conditions-cadres pour l'économie sociale. En 2024, nous espérons que les élections européennes renforceront encore le rôle des entreprises de l'économie sociale. C'est pourquoi SEE plaide donc pour 3 points : la reconduction de l'intergroupe d'Economie Sociale du Parlement européen, la nomination d'un Commissaire à l'ESS ainsi que la mise en œuvre du plan d'action. »

Signature du Traité France Espagne

À l'occasion du 27e Sommet franco-espagnol à Barcelone du 19 janvier 2023, Emmanuel Macron et Pedro Sanchez ont signé le Traité d'amitié et de coopération, visant à renforcer la coopération entre nos deux pays avec la même ambition d'une Europe fondée sur l'Etat de droit, démocratique, souveraine et solidaire. Cette rencontre a également permis la signature entre les ministres en charge de l'ESS de la Déclaration d'intention à coopération et assistance technique pour faire de l'ESS une priorité européenne. Les deux pays s'engagent à appuyer des textes et actions conjointes au sein des instances européennes et internationales et œuvrer ensemble pour l'adoption de la première résolution de l'Assemblée générale des Nations-Unies sur l'ESS.

Stand d'ESS France lors Forum mondial de l'ESS à Dakar

Pour la première fois en Afrique, s'est tenue du 1er au 6 mai 2023 à Dakar, la 6e édition du Forum mondial de l'ESS animé par le GSEF avec 75 pays représentés autour de plus de 5000 participants du monde entier qui a abouti à l'adoption d'une Déclaration autour de 17 recommandations. Un stand ESS France, animé avec les CRESS hexagonales et ultra-marines, a donné à voir à plus de 300 personnes l'indispensable ancrage territorial des coopérations décentralisées.

Découvrez la Déclaration de Dakar

Présidences suédoise et espagnole du Conseil de l'Union Européenne

Le Conseil de l'UE a, en 2023, été présidé respectivement par la Suède puis l'Espagne avec la priorité commune de soutien à l'Ukraine et l'autonomie stratégique européenne. Sous ces présidences, deux conférences consacrées à l'ESS se sont tenues, l'une à Göteborg les 8 et 9 juin et l'autre à San Sebastian les 13 et 14 novembre auxquelles ESS France a activement participé. Lors de l'événement suédois, la Commission européenne a annoncé la publication imminente de sa proposition de Recommandation relative à la mise en place de cadres pro-

pices à l'ESS, afin de soutenir le rôle de cette dernière dans la promotion de l'inclusion sociale et de l'accès au marché du travail. L'Espagne a été un véritable fer de lance pour faire de l'ESS une clef de l'avenir du monde à travers notamment l'adoption de cette Recommandation sous sa présidence du Conseil et la signature par 19 Etats membres de la Déclaration de San Sebastian visant à mettre en œuvre le plan d'action européen, permettre un meilleur accès au financement et impliquer l'ensemble des parties prenantes de l'ESS.

ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE LA CEPES ET ESS FRANCE

Afin de renforcer la Déclaration d'intention à coopération et assistance technique, ESS France et la CEPES ont signé, le 19 avril 2023, un accord de coopération venant officialiser une coopération historique et naturelle avec l'objectif d'un renforcement mutuel des entreprises et organisations de l'ESS en France et en Espagne, et leur défense auprès des gouvernements et Institutions européennes et internationales. ESS France a depuis participé à la Conférence organisée par la Commission et l'Union pour la Méditerranée notamment.



© ESS FRANCE

5000

participants du monde entier étaient présents à la 6e édition du Forum mondial de l'ESS animé par le GSEF en mai 2023 à Dakar.

ZOOM SUR L'OCDE

La seconde conférence de haut niveau de l'action mondiale de l'OCDE, financée par l'Union européenne s'est tenue les 20 et 21 mars 2023 à Paris, occasion pour les 600 participants de revenir sur les réalisations de ce programme triennal pour la « Promotion des écosystèmes de l'ESS ». Pour mettre en œuvre sa Recommandation, l'OCDE met à disposition des gouvernements depuis mai 2023 sa boîte à outils.

Plus d'informations

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

En suivi de la Résolution du 10 juin 2022 concernant le travail décent et l'économie sociale et solidaire, le Conseil d'administration de l'OIT s'est doté d'une stratégie et un plan d'action septennal sur le travail décent et l'économie sociale et solidaire.

Plus d'informations

Plaidoyer européen ESS

ESS France amplifie la parole de Social Economy Europe et relaie les attentes de l'écosystème français en contribuant directement aux consultations de la Commission :

- › Une mise en œuvre ambitieuse et effective du plan d'action européen de l'ESS;
- › Une réponse à l'appel à des engagements concrets du Parcours de transition de l'écosystème industriel « Proximité et ESS ».
- › Une prise en compte des spécificités de nos modèles d'entreprendre et leur accès efficaces aux fonds européens.
- › Une définition universelle de l'ESS.

ESS France anime depuis 2022 un groupe de travail interne dédié à ces questions pour faciliter une compréhension commune et efficace et ainsi mieux se saisir des enjeux européens et internationaux qui nous sont communs.

Favoriser l'accès des entreprises ultramarines de l'ESS aux fonds européens

Suite à l'élargissement de son dispositif de préfinancement de subventions aux entreprises de l'ESS dans les départements, régions et collectivités ultramarines, l'Agence Française de Développement et ESS France Outre-Mer, outil de mutualisation des CRESS d'Outre-Mer, ont signé leur premier partenariat

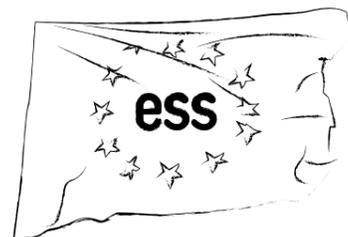
le 14 septembre 2023. L'objectif visé est de renforcer la collaboration existante à travers le déploiement et la promotion du dispositif Cap ESSor, solution d'ingénierie et d'appui, favorisant ainsi l'accès des entreprises ultramarines de l'ESS aux fonds européens et la professionnalisation des pratiques.

PERSPECTIVES

PLAIDER POUR RENFORCER LE RÔLE DE L'ESS

ESS France poursuivra son plaidoyer en 2024 pour une mise en œuvre efficace et le suivi du plan d'action européen pour l'ESS et du Parcours de transition dédié. Dans le cadre de la Présidence belge du Conseil de l'UE, ESS France participera à la manifestation sur l'ESS et continuera de plaider pour un accès optimal des Fonds Européens Structurels et d'Investissement (FESI) et le renforcement du rôle de l'ESS dans l'agenda international. En vue des élections européennes, ESS France participera activement à la construction du plaidoyer commun au sein de Social Economy Europe qui servira de base à son propre plaidoyer à destination des principales têtes de liste françaises.

© BELISH / ADOBE STOCK



19

gouvernements de l'Union Européenne s'engagent pour la promotion de l'économie sociale avec la signature du Manifeste à San Sebastian.

ZOOM SUR LES PROJETS EUROPÉENS D'ESS FRANCE FINANCÉ PAR ERASMUS+

>> ESS France, en partenariat avec Pour la Solidarité et un consortium de trois Etats membres, pilote le projet CAPSE (Collective Action for Parity in the Social Economy) qui vise à sensibiliser et accompagner les fédérations de l'ESS sur les enjeux de parité au niveau de leur gouvernance et tendre ainsi vers plus d'égalité au sommet des instances dirigeantes de l'ESS en Europe.

>> Développé autour d'un partenariat de dix Etats membres, le projet, BASE (Blueprint for advanced skills & trainings in the social economy) vise à créer des alliances de coopération pour mieux outiller en compétences l'écosystème industriel de l'économie sociale en identifiant les besoins non identifiés et permettre ainsi la montée en compétences ou la réorientation de professionnels de l'économie sociale.

>> SIM (Social Impact Manager) œuvre à développer une nouvelle approche de la RSE dont l'objectif est de définir le profil d'un acheteur public ou privé, apte à établir des partenariats fructueux avec l'ESS dans le cadre de la commande publique durable ou de la RSE.

LA GOUVERNANCE

En 2023, 35 structures adhérentes et 60 membres du conseil d'administration (titulaires et suppléants) composent la gouvernance d'ESS France. Les nouveaux élus bénéficient d'un mandat de quatre ans, avec un renouvellement par moitié tous les deux ans. Jérôme Saddier a été reconduit à la Présidence d'ESS France jusqu'en 2024.

Plus d'informations sur notre site

Le conseil d'administration

TITULAIRES

DENIS PHILIPPE, FNMF

FRANÇOISE LAREUR, CFF

PASCAL DEMURGER, Mouvement Impact France

FATIMA BELLAREDJ, Coop FR

FRÉDÉRIQUE PFRUNDER, Le Mouvement associatif

MARION LELOUVIER, CFF

JÉRÔME VOITURIER, Le Mouvement associatif

JOCELYNE LEROUX, FNMF

CAROLINE NEYRON, Mouvement Impact France

PATRICK JACQUOT, AAM

VÉRONIQUE PONCIN, AAM

YANNICK LUCOT, CRESS AuRa

MARIE-MARTINE LIPS, CRESS Bretagne

JEAN-LOUIS DENOUÉS, CRESS Centre-Val de Loire

EMMANUELLE BEYER, CRESS Grand-Est

TATIANA DESMAREST, CRESS Bourgogne Franche Comté

PEGGY ROBERT, CRESS Hauts-de-France

KAMALDINE ATTOUMANI, CRESS Mayotte

STÉPHANE MONTUZET, CRESS Nouvelle-Aquitaine

ANDRÉ DUCOURNAU, CRESS Occitanie

GILLES CAVE, CRESS Pays de la Loire

ANNE-CLAIRE BEL, CRESS PACA

MATTHIEU GROSSET, FEI

FRÉDÉRIC TIBERGHEN, FAIR

NADINE BARBOTIN, LA FEHAP

BÉRÉNICE DONDEYNE, Le MES

ANNICK VALETTE, L'ESPER

HUGUES VIDOR, UDES

JULIEN RAMIREZ, ESS France

CAROLINE NAETT, Coop FR

YANNICK LUCAS, FNMF

ELSA GRANGIER, CFF

EMMANUEL GEORGES MICHELIN, Coop FR

GUILLAUME LEGAUT, Le Mouvement associatif

ABDELAALI EL BADAOU, CFF

ANNE LAVAUD, Le Mouvement associatif

EMILIE BANNY DUCELIER, FNMF

LOUBNA KSIBI, Mouvement Impact France

ADRIEN COURET, AAM

CORNELIA FEDERKEIL, AAM

MURIELLE TOTO, CRESS îles-de-Guadeloupe

MICHEL JEZEQUEL, CRESS Bretagne

NADINE RAMIN ROCHE, CRESS Réunion

PIERRE-JEAN RUBINI, CRESS Corse

JEAN-MARC AIMABLE, CRESS Guyane

PASCAL CALLEMYN, CRESS Hauts-de-France

YOUSSEF ACHOUR, CRESS Île-de-France

HANIMA IBRAHIMA, CRESS Mayotte

SYLVIE MALEON, CRESS Nouvelle-Aquitaine

MARIE-CLAIRE BARON, CRESS Occitanie

PIERRE-EDOUARD MAGNAN, CRESS Normandie

DENIS PHILIPPE, CRESS Sud-Paca

SÉBASTIEN CITERNE, UNEA

CLÉMENCE VAUGELADE, FAIR

MARYSE DE WEVER, LA FEHAP

BRUNO LASNIER, LE MES

SYLVIE ESMELLE, L'ESPER

LAURENT PINET, Coorace

élit

LE PRÉSIDENT



JÉRÔME SADDIER, président, Coop FR

LE BUREAU

MICHEL JÉZÉQUEL, vice-président, CRESS Bretagne

BÉRÉNICE DONDEYNE, vice-présidente, Mouvement pour l'économie solidaire (MES)

DENIS PHILIPPE, trésorier, Fédération nationale de la mutualité française (FNMF)

FRÉDÉRIQUE PFRUNDER, secrétaire, Le Mouvement associatif

EMMANUELLE BEYER, CRESS Grand Est

YOUSSEF ACHOUR, CRESS Île-de-France

ANNE-CLAIRE BEL, CRESS SUD Provence-Alpes-Côtes d'Azur

PATRICK JACQUOT, Association des assureurs mutualistes (AAM)

CAROLINE NEYRON, Mouvement Impact France

FRANÇOISE LAREUR, Centre français des fonds et fondations (CFF)

STÉPHANE MONTUZET, CRESS Nouvelle-Aquitaine

PEGGY ROBERT, CRESS Hauts-de-France

ANNICK VALETTE, L'Économie sociale partenaire de l'école républicaine (L'ESPER)

HUGUES VIDOR, Union des employeurs de l'ESS

Nos membres



L'ÉQUIPE SALARIÉE

Délégation générale



ANTOINE DÉTOURNÉ, délégué général

Fonctions transverses

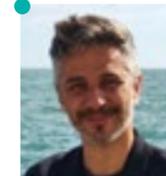


CLARA MASSIN, responsable administrative et financière



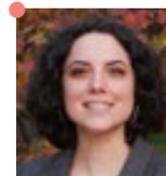
MICHELE CLARI, chargé d'animation de réseau et de la vie fédérative

Développement économique



FABRICE COMBET, responsable du développement économique

Affaires publiques

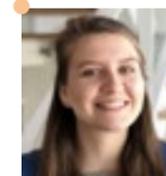


PAULINE RAUFASTE, responsable des affaires publiques



MATHILDE NAUD, chargée des affaires publiques

Communication

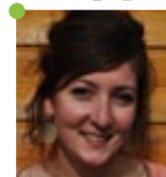


MARIE GERARD, responsable de la communication



INÈS DOLET, chargée de communication en alternance

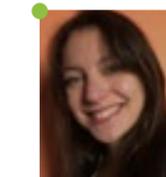
Transition Écologique



AURORE MÉDIEU, responsable de la transition écologique et économie circulaire



RAPHAËLLE BRETHOMÉ, chargée de mission Transition écologique

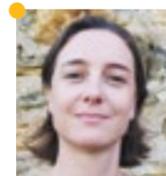


JULIETTE TAVITIAN, chargée de mission CRDLA Transformation Écologique



CHLOÉ SANCHO LATREILLE, chargée de mission Filière Textile

Europe et international

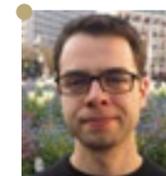


CÉLINE CORVISY-MILLIERAT, responsable des affaires européennes et internationales

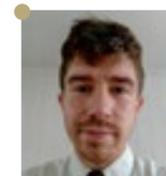
Observatoire national de l'ESS



BENJAMIN ROGER, responsable de l'observatoire national de l'ESS



JULIEN RAMIREZ, chargé d'études à l'observatoire national de l'ESS



MATTHIEU DUMOULIN, chargé d'études données à l'observatoire national de l'ESS

LES CADRES DE TRAVAIL

COMMISSIONS

Cadres de travail sur des sujets thématiques :

- commission des finances
- commission promotion et sensibilisation à l'ESS
- commission égalité femmes-hommes
- dispositif permanent de plaidoyer
- commission Europe et internationale

CRESS

DirCRESS : cadres de coordination des directions des CRESS (une réunion toutes les trois semaines)

InterCRESS : réunion annuelle des CRESS

COREG : pilotage stratégique, identification de sujets et discussion sur les sujets propres aux CRESS, avec les présidences et directions des CRESS

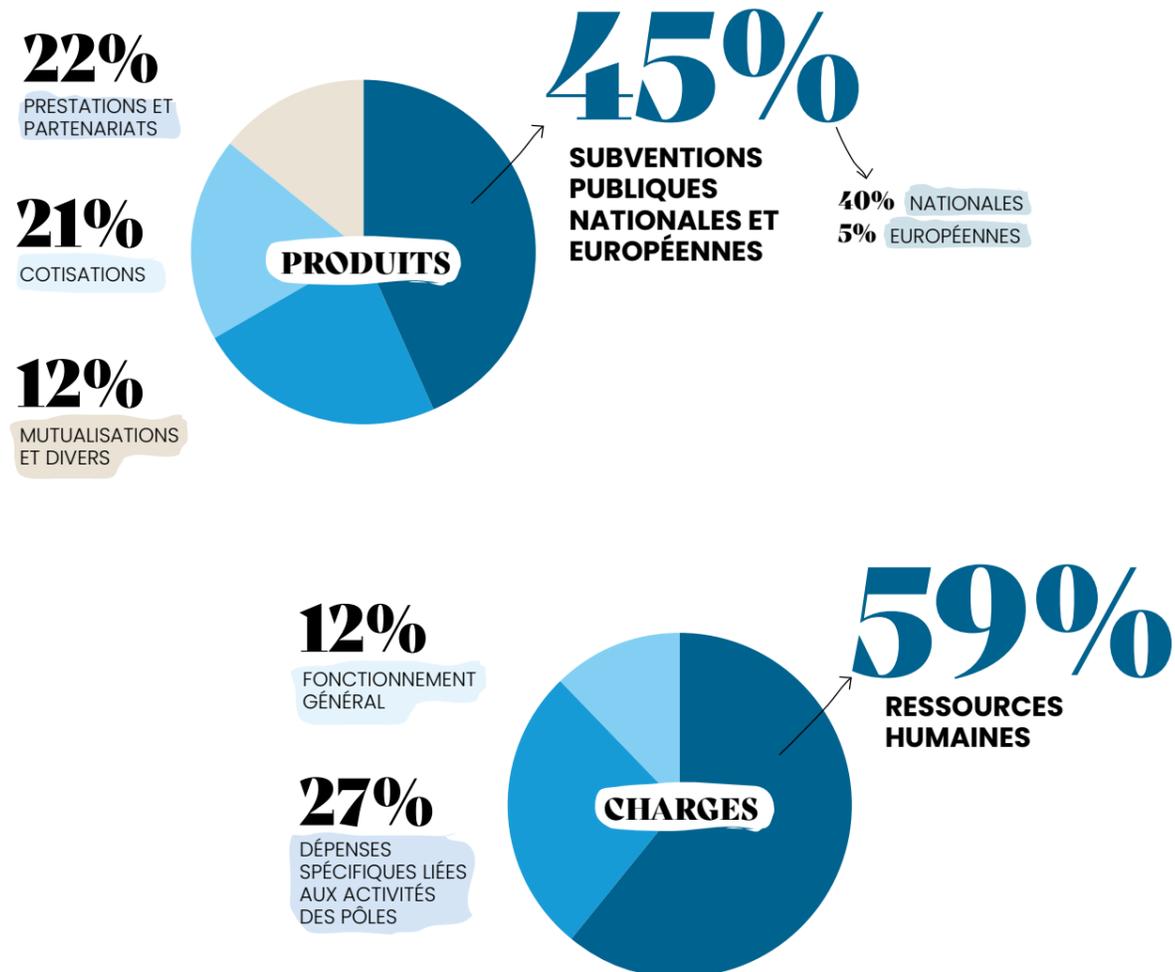
GROUPES DE TRAVAIL

Cadres métiers :

- observation : comité scientifique de l'Atlas
- transition écologique : comité de pilotage Carteco ; amélioration des pratiques environnementales internes ; structuration de filières (réemploi des matériaux du bâtiment, réemploi des textiles et lutte contre le gaspillage alimentaire) ; DLA régionaux et transition écologique
- affaires publiques : Mois de l'ESS
- développement économique : achats socialement et écologiquement responsables (ASER)

BUDGET ANNUEL 2023

Avec un budget de 1 796 k€, 2023 a été une nouvelle année de croissance globale et de diversification de ses ressources, dans la perspective de nouveaux déploiements.



NOS PARTENAIRES

PARTENAIRES PUBLICS



PARTENAIRES FINANCIERS PRIVÉS



www.ess-france.org

 ESS France  @ESS_France

